

Numéro 4 - 30 janvier 2020

**L'Amérique latine et les Caraïbes**

## **En 2020, intensifions la solidarité anti-impérialiste avec les peuples de Notre Amérique!**

*- Margaret Villamizar -*



Premier piquetage mensuel de l'année, Ottawa, le 17 janvier 2020.

**61e anniversaire de la Révolution cubaine**

- **Cuba va de l'avant! Cuba résiste! Cuba gagne!**

*- Isaac Saney, porte-parole du Réseau canadien pour Cuba -*

**Venezuela**

- **Les États-Unis, une nouvelle fois au secours de Guaido**

*- Mision Verdad -*

## Haïti

- **10e anniversaire du séisme en Haïti: activités de commémoration solennelles à Montréal : Ayiti la!**

### L'Amérique latine et les Caraïbes

## En 2020, intensifions la solidarité anti-impérialiste avec les peuples de Notre Amérique!

- Margaret Villamizar -

L'année qui vient de se terminer a été marquée par des avancées importantes ainsi que par des revers sur différents fronts pour les forces populaires d'Amérique latine. L'année à venir promet d'être une année où les nations et les peuples qui résistent à la tentative de plus en plus brutale de l'impérialisme américain d'affirmer son hégémonie sur toute la région continueront de faire face à d'importants défis. Mais elle est également prometteuse, car les forces du peuple luttent courageusement dans des conditions parfois très dangereuses et difficiles contre les forces de régression dirigées par les États-Unis. Elles construisent leur unité et leur organisation en affirmant leurs droits et leurs revendications pour une société qui garantit les droits de tous et un avenir pour tous, libérée des maux économiques et sociaux dévastateurs engendrés par les remèdes néolibéraux imposés par l'oligarchie financière internationale à leurs pays.

Il faut en particulier souligner le fait que les peuples de Cuba, du Venezuela et du Nicaragua, unis autour de leurs gouvernements, ont été en mesure de défendre et de renforcer leurs révolutions face à toutes sortes d'infamies dirigées contre eux par les États-Unis dans leurs efforts pour fomenter la contre-révolution, renverser leurs gouvernements élus et mettre fin à leur souveraineté et à leur indépendance. L'incapacité des impérialistes américains à soumettre les peuples et les gouvernements de ces trois pays après des années d'activité subversive signifie qu'ils intensifieront leurs tentatives pour atteindre leur objectif criminel, même si les chances de succès sont très faibles.



Piquetage à Montréal le 22 janvier 2020, en appui et en solidarité avec la résistance du peuple chilien au néolibéralisme.

### La tournée belliciste de Pompeo

Au cours de la semaine du 19 au 25 janvier 2020, le secrétaire d'État des États-Unis, Mike Pompeo, s'est rendu dans trois pays d'Amérique latine et des Caraïbes. Le premier était en Colombie dont le gouvernement dirigé par le président néolibéral et destructeur de paix Ivan Duque, a été le plus proche collaborateur des États-Unis dans ses tentatives de déstabiliser le Venezuela voisin et de renverser le gouvernement du président Nicolas Maduro. Il n'est donc pas surprenant que Juan Guaido, le faux « président » du Venezuela, ait été introduit clandestinement dans le pays pour se présenter aux côtés de Pompeo à une réunion des ministres des Affaires étrangères de l'hémisphère



et y rencontrer plus tard une bande de contre-révolutionnaires basés à Miami qui, selon les rapports, lui ont demandé expressément de demander à Pompeo que les États-Unis interviennent militairement au Venezuela.

Immédiatement après cette réunion, Pompeo a organisé pour Guaido une tournée européenne afin qu'il puisse cracher ses mensonges et plaider pour des sanctions plus sévères contre son pays auprès de tous ceux qui l'écouterait. En cela, il a été aidé par le Canada, dont la mission au Parlement européen à Bruxelles a organisé une réunion le 22 janvier pour lui permettre de rencontrer des membres du groupe de Lima, son homologue dirigé par l'UE, le groupe de contact international, le G7 et les ambassadeurs des États membres de l'UE. Fidèle à sa tradition raciste et coloniale, le gouvernement canadien l'a présentée comme une réunion de « la communauté internationale ».



Guaido a également été invité à ce qu'on appelle un forum économique « mondial » où il a été autorisé à faire son discours devant les ultras riches réunis à Davos. Tout indique clairement que le seul véritable soutien de l'imposteur est à l'extérieur du pays, pas à l'intérieur. Cette réalité a été renforcée par son échec à réunir suffisamment de voix des factions de l'opposition qui l'avaient soutenu auparavant pour être réélu président de l'Assemblée nationale. Il a dû ensuite organiser sa propre « élection » frauduleuse devant les médias dans les locaux d'un journal d'opposition afin de pouvoir se proclamer à nouveau président élu à l'Assemblée nationale et donc aussi du pays. C'est sur cette base que ses commanditaires étrangers, dont le gouvernement Trudeau, continuent de promouvoir l'idée grotesque qu'il est toujours le « président légitime du Venezuela ».

### **De la carte « humanitaire » à la carte « antiterroriste »**

Officiellement, Pompeo s'est rendu le 20 janvier à Bogota pour assister à la troisième réunion ministérielle sur la lutte contre le terrorisme dans l'hémisphère occidental, pour laquelle il avait également un ordre du jour spécifique, l'utiliser comme une plateforme pour faire avancer l'idée que le Venezuela abrite des groupes terroristes et des partisans de groupes terroristes. Il a mentionné en particulier l'organisation libanaise Hezbollah, qu'il a qualifiée de « principal mandataire terroriste du régime iranien ». Le message de Pompeo aux gouvernements qui ne l'ont pas encore fait était de désigner le Hezbollah comme un groupe terroriste et de commencer à prendre des mesures contre les personnes suspectes.

Il a ensuite déclaré à la vingtaine de ministres des Affaires étrangères présents que les États-Unis avaient fait leur part pour « vaincre la menace des mandataires de l'Iran » et « éliminé Qasem Soleimani ». Quelques phrases plus tard, il a déclaré que « la neutralisation des terroristes est l'une des principales priorités du président Trump en matière de sécurité nationale ». Il a ensuite enchaîné avec une offre de partenariat avec leurs pays « de toutes les manières possibles », appelant cela un partage des charges. Pompeo n'a pas été clair sur le type d'actions que le partenariat proposé pourrait entreprendre, mais étant donné les efforts qu'il a déployés pour lier le Venezuela et « Maduro » avec l'Iran et le Hezbollah, on ne peut que se demander ce que cet ancien directeur de la CIA avait à l'esprit, lui qui se vante de « neutraliser » de manière criminelle les opposants. Il semble que pour les États-Unis, jouer la carte de la « crise/intervention humanitaire » et de la « responsabilité de protéger » a fait son temps. Alors maintenant, le moment est venu de passer de cette prétention à une autre : le terrorisme au nom de la lutte contre le terrorisme.

Les propos bellicistes de Pompeo lors de la réunion ministérielle soi-disant antiterroriste ont été suivis trois jours plus tard par l'arrivée en Colombie de parachutistes de la 82e division américaine

aéroportée de Fort Bragg, en Caroline du Nord et d'autres troupes des États-Unis provenant du commandement du Sud pour participer avec l'armée colombienne à ce qui est décrit comme un exercice antiterroriste aéroporté. Un deuxième exercice débutera le 29 janvier avec des avions de chasse et des hélicoptères.

Le deuxième arrêt de Pompeo a eu lieu le 21 janvier au Costa Rica, qui a une frontière avec le Nicaragua, une autre cible de la déstabilisation et du changement de régime des États-Unis. Dans des remarques publiques, il a de nouveau attaqué le Venezuela et ciblé le gouvernement sandiniste du Nicaragua en lui adressant des avertissements. Il a également rencontré des groupes d'opposition antigouvernementaux nicaraguayens que son gouvernement finance sans aucun doute. Ils ont, comme Guaido, demandé plus de sanctions contre leur pays.

## **Les tentatives de diviser la CARICOM**

La troisième escale de Pompeo a été la Jamaïque, pour faire encore plus de sale travail - dans ce cas, pour tenter de diviser les pays des Caraïbes et de diviser leur organisation CARICOM, dont seuls certains membres ont été invités à rencontrer Pompeo. Cette organisation de 15 membres a bloqué efficacement les tentatives des États-Unis et de leurs alliés d'utiliser l'Organisation des États américains (OÉA), dicréditée, comme une arme politique contre le Venezuela en les empêchant de rassembler le nombre de voix nécessaires pour prendre des mesures contre le Venezuela au nom de l'OÉA. Cela a conduit les États-Unis et le Canada à créer le groupe illégitime de Lima en dehors de l'OÉA afin de faire avancer leur projet criminel de changement de régime.



La présidente de la CARICOM, Mia Mottley, la première ministre de la Barbade, a déclaré que la réunion organisée par Pompeo en Jamaïque était une tentative de diviser la région et que, pour cette raison, la Barbade ne participerait pas. « En tant que présidente de la CARICOM », a-t-elle dit, « il m'est impossible d'accepter que mon ministre des Affaires étrangères assiste à une réunion à laquelle les membres de la CARICOM ne sont pas invités ». Le premier ministre de

Trinité-et-Tobago, Keith Rowley, a suivi son exemple et a déclaré que la présidente de la CARICOM, Mia Mottley, parlait également en son nom. La Grenade a également refusé d'y assister, ne laissant à Pompeo que six pays pour donner des conférences sur le renforcement des liens avec les États-Unis et son projet frauduleux d'« hémisphère libre ».

Le discours public de Pompeo à Kingston visait à nouveau le Venezuela, ajoutant cette fois Cuba, la Russie et la Chine à la liste. Il a accusé la Russie et Cuba de continuer à « se mêler des affaires souveraines des nations, à essayer de déstabiliser les démocraties ». Il a ajouté que la Chine avec de « l'argent facile » alimentait la corruption, sapait l'état de droit des pays, ruinait leur environnement et ne créait pas d'emplois pour leurs peuples.

Une partie du temps de Pompeo en Jamaïque a été consacrée à rencontrer séparément le premier ministre Holness et des membres de son cabinet, où il a de nouveau violemment attaqué le gouvernement de Nicolas Maduro, déclarant plus tard publiquement que Holness était d'accord avec lui à ce sujet. On ne sait pas comment cela a été reçu par Holness. Il a exhorté Holness à exercer un « leadership » au sein de la CARICOM et à encourager les autres membres de la CARICOM à réélire l'homme de main des États-Unis, Luis Almagro, au poste de secrétaire général de l'OÉA en mars prochain et, par conséquent, à faciliter que l'OÉA prennent officiellement des mesures contre le Venezuela.

Il ne fait aucun doute que les États-Unis intensifient leur offensive en Amérique latine et dans les

Caraïbes sur différents fronts - contre le gouvernement et les peuples de Cuba, du Venezuela et du Nicaragua en particulier, pour décourager les autres à suivre leurs « mauvais exemples » - et contre les peuples qui eux aussi luttent pour leurs droits dans de nombreux autres pays. La machine est déjà en action pour empêcher le peuple bolivien d'élire librement et démocratiquement le président de son choix plus tard cette année, tandis que les États-Unis saluent le gouvernement putschiste « démocratique » de Jeanine Añez, qui fait régner la terreur d'État, mène une guerre judiciaire contre les dirigeants et les partisans de l'ancien parti au pouvoir, le MAS, et criminalise la dissidence.

Le *modus operandi* des États-Unis pour mener son offensive contre les forces et les gouvernements populaires et démocratiques en Amérique latine et dans les Caraïbes est caractérisé par le recours à la diffamation, aux calomnies, à la création de divisions et aux avertissements menaçants - à la fois en paroles et en actes. Le panorama qui se dessine pour l'année à venir indique que 2020 exigera la vigilance et le renforcement de la solidarité anti-impérialiste fondée sur la construction de l'unité de tous les peuples de Notre Amérique pour la paix, la liberté, la démocratie et les droits.

(Granma, El Tiempo, Loop News, The Guardian, The Gleaner. Photos : LML, Ottawa-Cuba Connections, Winnipeg Ukrainian Labour Temple.)



---

**61e anniversaire de la Révolution cubaine**  
**Cuba va de l'avant! Cuba résiste! Cuba gagne!**  
**- Isaac Saney, porte-parole du Réseau canadien pour Cuba -**



**Célébration des 61 ans de la Révolution cubaine à la veille du Nouvel An à Vancouver, le 31 décembre 2019, organisée par les organisations d'amitié avec Cuba**

Soixante et un ans ! Soixante et un ans se sont écoulés depuis le triomphe de la révolution à Cuba. Soixante et un ans au cours desquels Cuba s'est engagée définitivement et avec assurance sur la voie qui a mené à l'autodétermination véritable, qui a placé la nation cubaine fermement entre les mains de son peuple.

Il est très émouvant que la révolution cubaine ait survécu à 11 administrations présidentielles américaines et existe maintenant depuis plus longtemps que la néo-colonie imposée au peuple cubain en 1898 lorsque Washington est intervenu militairement dans cette nation insulaire héroïque, au moment où les combattants de la libération de Cuba étaient sur le point de se débarrasser une fois pour toutes du joug du colonialisme espagnol.



La révolution cubaine est l'aboutissement des luttes pour l'indépendance nationale et la justice sociale, lancées le 10 octobre 1868 par Carlos Manuel de Céspedes, poursuivies et approfondies par José Martí en 1895 et relancées périodiquement tout au long de la première moitié du XXe siècle, quand Cuba languissait sous l'hégémonie des États-Unis. C'est donc la cristallisation et la réalisation des aspirations historiques du peuple cubain qui se sont manifestées à maintes reprises par la réaffirmation et la détermination à défendre, à renforcer et à perfectionner le projet révolutionnaire.

Or, l'empire n'a jamais accepté le verdict du peuple cubain ; il mène sans cesse une guerre économique et une campagne de déstabilisation visant à restaurer la domination et la tutelle de l'impérialisme américain.

Face à l'hostilité américaine incessante et croissante, la révolution cubaine a apporté une contribution inestimable à la lutte mondiale pour la justice, le développement social et la dignité humaine.

Cuba occupe une place d'honneur dans la communauté internationale en ce qui concerne la protection et la promotion des droits de ses citoyens. Cuba n'est pas un refuge pour la violence économique qui règne dans tant de pays.

À Cuba, l'éducation et les services de santé sont universels et gratuits pour tous.

À Cuba, personne n'est « disparu » ou victime d'une exécution extrajudiciaire.

À Cuba, il n'y a pas de sans-abri qui errent dans les rues, personne n'ait laissé à lui-même, à vivre une existence dans une société où c'est la loi de la jungle.

Assiégée par l'impérialisme, la nation insulaire héroïque a apporté une contribution inestimable au bien-être des nations et des peuples du monde, ayant établi un héritage sans précédent d'internationalisme et d'humanitarisme.

Plus de 400 000 professionnels de la santé cubains ont servi dans 164 pays pour lutter contre les maladies.

Plus de 2 000 Cubains ont donné leur vie dans les luttes pour libérer l'Afrique du fléau du colonialisme et de l'apartheid.

Ce que Cuba a fait aux niveaux national et international est un véritable exploit. Elle a accumulé ces réalisations impressionnantes dans les conditions d'une agression brutale de Washington sur tous les fronts. Le blocus économique des États-Unis - le principal obstacle au développement social et économique de Cuba - a coûté à la nation insulaire plus de 1 billion de dollars américains, ce qui constitue une violation flagrante des droits humains du peuple cubain.

L'objectif de Washington est la négation et l'extinction du droit de Cuba à l'autodétermination et à l'indépendance.

Depuis le triomphe de la Révolution cubaine le 1er janvier 1959, le peuple cubain a résisté à toutes les tentatives de lui enlever son indépendance et sa liberté et de réimposer la domination étrangère.



Il a repoussé l'assaut économique, financier et propagandiste incessant de Washington, y compris l'invasion par des mercenaires en avril 1961.

Les Cubains n'ont jamais faibli dans leur détermination et leur engagement révolutionnaires. Comme l'a déclaré le président cubain Miguel Mario Diaz-Canel Bermudez dans son discours du 21 décembre 2019 à l'Assemblée nationale de Cuba : « Unis, nous avons gagné ! Unis, nous allons gagner ! »

***Vive la Révolution cubaine !  
¡ Viva la Revolución Cubana !  
¡ Venceremos !***

(Photos : VCSC, Granma)

---

**Venezuela**

## **Les États-Unis, une nouvelle fois au secours de Guaido**

**- Mision Verdad -**



**Rassemblement de masse à Caracas des forces populaires, le 23 janvier 2020. Sont aussi présents 400 délégués de mouvements sociaux provenant de plus de 70 pays.**

Le 5 janvier 2020, a été élue au Venezuela la nouvelle direction de l'Assemblée nationale, l'organe parlementaire du pays. Lors de cette session a été élu le député Luis Parra, un ancien membre du parti d'opposition Primera Justicia.

Comme on le sait, les événements du 5 janvier ont suscité la controverse étant donné que le député et président sortant du parlement, Juan Guaido, de lui-même, ne s'est pas présenté pour ensuite, tenter de pénétrer dans l'hémicycle en sautant par-dessus une grille, une image qui a fait le tour du

monde et donnait l'idée d'un soi-disant boycott de sa réélection [*et qu'on lui avait supposément interdit d'entrer - note de la rédaction du LML*].

Cette journée s'est achevée par l'assermentation de Juan Guaido sans quorum et face à un groupe de députés, ses acolytes, au siège du journal *El Nacional*. L'événement n'était qu'un coup médiatique qui s'est ensuite transformé en acte politique. Pour le gouvernement des États-Unis ainsi que pour d'autres pays de la région, en particulier ceux qui font partie du Groupe de Lima, la « vérité » des médias s'est imposée.

Plusieurs pays qui ont suivi le même récit que le gouvernement américain ont rejeté l'élection de Parra et l'on accusé d'avoir prétendument empêché l'élection de Guaido.

Cependant, un autre événement, encore plus inusité celui-là, a eu lieu mardi 7 janvier. À la fin d'une session ordinaire du parlement présidée par Luis Parra, Juan Guaido a violemment fait irruption dans la Chambre accompagné des députés qui l'appuient.

Il s'est ensuite présenté au podium, accompagné de ses laquais, et s'est assermenté, à nouveau, en tant que président de l'Assemblée nationale et, par conséquent, comme « président en charge » du Venezuela, c'est-à-dire devant quelques dizaines de députés au maximum qui l'ont suivi, et devant de nombreux médias. Le tout était clairement une mise en scène, un montage dans lequel les parlementaires ont simulé une session au cours de laquelle Guaido a été à nouveau déclaré président.

Toute cette mise en scène était évidemment un montage dans lequel les parlementaires ont simulé une session au cours de laquelle Guaido aurait été à nouveau proclamé président. Pour plusieurs acteurs médiatiques et politiques, Guaido a pris ses fonctions à l'Assemblée législative, c'est-à-dire, il s'est imposé triomphalement comme celui qui sauvait la « légalité » et la « légitimité » des pouvoirs dont il est « investi ».

Bien que pour la politique intérieure du Venezuela, Guaido n'exerce aucun pouvoir réel et que sa position n'a absolument aucun poids dans la sphère institutionnelle vénézuélienne, pour la presse, le gouvernement américain et ses alliés Juan Guaido est le responsable des deux pouvoirs publics les plus importants de l'État vénézuélien, même si une telle chose est totalement en dehors de la Constitution vénézuélienne.

### **La collusion de deux parlements, une rupture des arrangements institutionnels du Venezuela**

La chaîne d'information Telesur rapporte que le ministre des Relations extérieures du Venezuela, Jorge Arreaza, s'est adressé aux médias pour qu'ils diffusent le contenu d'une « note diplomatique » envoyée par le gouvernement des États-Unis à plusieurs pays. Le document est intitulé : « Le gouvernement des États-Unis demande l'appui pour une déclaration sur les élections justes à l'Assemblée nationale vénézuélienne ».

Le ministre souligne que ce document confirme l'intention du gouvernement américain de s'ingérer dans l'élection de la direction du parlement, ce qui expliquerait bien les actions inusitées et sans précédent du député Guaido lors de ces événements.

Selon les porte-paroles du gouvernement américain, Guaido est toujours le « président ». Et en effet, le député Luis Parra sera sans doute victime de représailles et ajouté à la liste des fonctionnaires vénézuéliens sanctionnés par les États-Unis et l'Union européenne. Il est maintenant évident que le gouvernement américain cherche à perpétuer la présence de Guaido dans l'arène politique en dépit de son rejet par la majorité des députés, aujourd'hui composée de députés dissidents de l'opposition et de Chavistes.





**Le ministre des Relations extérieures du Venezuela, Jorge Arreaza, présente le contenu de la « note diplomatique » envoyée par le gouvernement des États-Unis à plusieurs pays.**

La gravité de ces événements réside dans l'exacerbation de la crise institutionnelle du Venezuela et que les États-Unis en semblent parfaitement conscients. L'intention semble être de mettre en place un mécanisme multifonctionnel de pression et de discrédit aussi bien du président Nicolas Maduro que du nouveau président du Parlement tout en soutenant la « présidence » artificielle de Guaido.

Une autre conséquence de cette « Assemblée nationale » parallèle dirigée par Guaido est qu'elle empêche toute possibilité de détente politique au Venezuela entre le chavisme et l'opposition, ce qui pourrait avoir des répercussions sur la direction chaviste et les forces de l'opposition, qui, bien qu'elles se soient distancées de Guaido, continuent de défendre des positions ouvertement anti-chavistes.

Avec ces acteurs, il est possible que l'Assemblée législative vénézuélienne reconnaisse les autres pouvoirs publics et que, par conséquent, le Venezuela réussisse à surmonter la stagnation politique qui règne depuis que l'Assemblée nationale a décidé en 2016 d'entrer dans l'illégalité par rapport au reste du corps de l'État.

Une autre possibilité est le renouveau du pouvoir électoral du Venezuela grâce à la nomination de nouveaux dirigeants, ce qui n'a pas été possible en raison des négociations sporadiques entre les chavistes et l'opposition, et du refus de dialogue adoptée en 2019 par l'aile radicale dirigée par Guaido, sur les ordres des États-Unis.

Le résultat de cette suite d'événements pourrait être la stagnation de l'exercice politique et institutionnelle au Venezuela, en particulier en 2020, année d'élections parlementaires. Sans un accord politique, sans un nouveau Conseil électoral national et sans une détente minimale, les élections parlementaires cette année pourraient être menacées, en raison, par exemple, d'un boycottage par un certain nombre de partis d'opposition ou même si elles avaient lieu avec la participation de larges secteurs de chavistes et de l'opposition, elles pourraient ne pas être reconnues par le gouvernement américain et ses satellites.

Ce qui voudrait dire que les États-Unis continueraient d'exercer une pression sur le Venezuela, en d'autres mots, un blocus économique et diplomatique et une ingérence politique accompagnés de menaces d'intervention militaire et la promotion d'une sédition interne.

Les États-Unis ne veulent pas d'une solution politique entre Vénézuéliens et leur objectif principal est le démantèlement des forces chavistes au gouvernement. L'existence de deux directions à l'Assemblée nationale, une qui est reconnue au Venezuela et l'autre reconnue par les États-Unis et

ses alliés, résulte en une discordance institutionnelle très propice à provoquer une rupture au Venezuela, un facteur important dans la consolidation d'un coup d'État.

D'autre part, la présence perturbatrice de Guaido, maintenue artificiellement dans l'arène politique, est nécessaire pour répondre aux besoins de secteurs spécifiques de l'opposition.

À la fin de 2019, Namita Biggins, porte-parole du Département d'État des États-Unis, a déclaré qu'en 2019 « le gouvernement américain avait accordé plus de 650 millions de dollars pour l'aide humanitaire, non seulement au Venezuela mais aussi pour soutenir 16 pays voisins ». Elle a dit que les États-Unis souhaitent continuer d'accroître leur appui à Guaido au cours de cette année, ce qui implique une augmentation des ressources.

Il est important de noter que l'appui à Guaido veut aussi dire poursuivre la stratégie des États-Unis contre le Venezuela. Reconnaître un autre député comme « président en charge » serait très difficile pour la diplomatie du gouvernement Trump qui devrait alors reconnaître l'échec de la « stratégie Guaido » et de son objectif du début de 2019 d'expulser Maduro en l'espace de quelques mois.

Dans sa récente présentation à la presse, le ministre des Relations extérieures du Venezuela, Jorge Arreaza, a dit au sujet de la note diplomatique américaine, que celle-ci montrait que les États-Unis voulaient former un « gouvernement de transition » au Venezuela. En même temps, les États-Unis confirmaient ainsi leur intention de maintenir leurs mesures coercitives unilatérales contre le pays pour forcer le président légitime Nicolas Maduro à partir.

Tout semble indiquer que dans le contexte d'une année électorale pour Donald Trump, sa position sera de maintenir la « stratégie Guaido » au Venezuela, malgré les résultats catastrophiques de 2019. Aussi, tout semble indiquer qu'il y aura une intensification des pressions et des politiques économiques contre le Venezuela, afin d'affirmer la « position de force » des États-Unis et de présenter l'ordre du jour à l'étranger de Trump comme un « modèle de réussite » des relations institutionnelles dans la région.

Dans leur complot de coup d'État contre le Venezuela, les États-Unis ne sont pas intéressés à sauver les apparences et leur ordre du jour est clairement celle du « gros bâton ».

*(10 janvier 2020. Traduction LML. Photos : MinMujer, Mision Verdad)*

---

## Haïti

### **10e anniversaire du séisme en Haïti: activités de commémoration solennelles à Montréal : Ayiti la!**

Le 10e anniversaire du séisme en Haïti le 12 janvier 2010 a été commémoré à Montréal les 11 et 12 janvier derniers, à la TOHU, Cité des arts du Cirque située dans le quartier Saint-Michel. Les deux jours ont été organisés par la Maison Haïti en collaboration étroite avec la TOHU et la participation de plus de quarante groupes, organismes et artistes. Des conférences, expositions artistiques et artisanales, kiosques d'information, spectacles de danse, projection de film et cérémonie solennelle de clôture ont été organisés. Des centaines de personnes de tous âges



y ont pris part tout au long de la fin de semaine pour échanger, apprendre et rendre hommage.

Les nombreuses activités étaient instructives pour illustrer comment le peuple haïtien s'organise pour surmonter les difficultés. La présentation du film « Haïti Betrayed » le samedi midi a entre autres fourni beaucoup d'informations sur la situation au pays et l'ingérence étrangère qui constitue un obstacle dans la défense de la souveraineté du peuple haïtien. Le documentaire d'une heure 22 minutes, produit par Elaine Brière, photographe documentaire et cinéaste de Colombie-Britannique, traite en particulier du rôle du gouvernement canadien en Haïti. La persistante résistance et la lutte du peuple haïtien pour la dignité contre les occupants étrangers d'hier jusqu'à aujourd'hui est bien illustrée. L'ingérence, les manigances, l'envoi de troupes militaires pour prendre contrôle sur le pays et les coups d'État menés par le Canada, les États-Unis et la France, avec la collaboration étroite des gouvernements qui se sont succédé en Haïti sont présentés dans le film. Les efforts des puissances étrangères dont le Canada pour empêcher le peuple haïtien d'affirmer sa souveraineté y ressortent clairement par la présentation de faits, d'entrevues, de retour dans l'histoire du peuple haïtien.



**Session sur la présente crise en Haïti, le 12 janvier 2020**

Une rencontre organisée par Solidarité Québec-Haïti s'est tenue le dimanche 12 janvier pour traiter de la crise qui sévit aujourd'hui en Haïti en lien avec le tremblement de terre. Un échange très animé a eu lieu avec deux activistes haïtiens en vidéo-conférence d'Haïti ainsi qu'un activiste haïtien au Canada. La corruption et l'impunité avec lesquelles les grandes puissances étrangères agissent sont un trait marquant des années qui ont suivi le tremblement de terre. La Commission intérimaire pour la reconstruction d'Haïti (CIRH) [13 membres internationaux et 13 Haïtiens] sous la coprésidence du premier ministre haïtien Jean-Max Bellerive et de l'ex-président américain Bill Clinton, avait été mise sur pied en 2010 à la suite du séisme. Cette commission avait le mandat de gérer les fonds amassés pour venir en aide au peuple haïtien pour la reconstruction. Cette commission a dilapidé près de 13 milliards de dollars des fonds en toute impunité. Le fonds Petro-Caribe, de 3,8 milliards de dollars provenant d'un accord de coopération pétrolière initié par le Venezuela pour les programmes sociaux a aussi été dilapidé. Ce sont des jeunes qui ont commencé à demander où sont les fonds ? Et depuis, le peuple haïtien est dans la rue pour demander justice, dénoncer la corruption et le vol des grands puissances et exiger leur départ du pays.

Pour clôturer la fin de semaine, une commémoration solennelle s'est tenue à laquelle plus de 300 personnes, dont des survivants au séisme, un grand nombre de personnes de la diaspora haïtienne ainsi que des dignitaires du consulat haïtien, des représentants des paliers gouvernementaux fédéral, provincial et municipal. Il y a eu danse et musique sur scène suivies du message de clôture de Marjorie Villefranche, directrice générale de la Maison Haïti. Elle a dit entre autres : « Personne n'a oublié. Voici pourquoi nous sommes ici ce soir, voilà pourquoi nous commémorons, pour honorer tous ceux qui sont morts, enfants, pères, mères, frères, soeurs, parents, amis et anonymes, enterrés sans cérémonie, sans sépulture. Nous avons avec nous présents ce soir survivants, endeuillés, unis dans ce même courage, ce même désir de reconnaître et de rendre hommage. Il y a 5 ans, je vous



disais ici même que nous vivions des temps de crise, que l'indifférence deviendrait un redoutable ennemi. Je ne savais pas alors l'ampleur que prendraient les changements climatiques, ni la montée des populistes « agents orange » [*en référence aux semences hybrides hautement toxiques offertes à Haïti par Monsanto — note de la rédaction du LML*] de tout acabit. (...) Votre présence ici ce soir, celles de nos élus, de nos indéfectibles amis me rassure, nous rassure. Cela veut dire que nous ne baissons pas les bras. Haïti n'est pas seule face à la violence des inégalités et l'injustice sociale. L'indécence de ceux qui possèdent plus de la moitié de la richesse de la planète est écoeurante. Mais nous savons que bien des peuples résistent et, à cet instant même où nous nous parlons. Et si le prochain goudou venait de nous, de la force des peuples ? La solidarité de nos amis est précieuse et indispensable. Nous vivons sur une planète qui exige que nous soyons reliés les uns aux autres pour y vivre, pour y trouver eau, air et nourriture. Nous devons rester connectés et solidaires. Merci à nos amis militants, des organisations, pour leur active présence solidaire. ( ) »

Les événements de la fin de semaine ont fait ressortir qu'en dépit des immenses difficultés, de la corruption au sein de la classe dirigeante et de l'ingérence étrangère, le peuple haïtien défend sa souveraineté et son droit d'être. À l'occasion du 10e anniversaire du séisme en Haïti, il continue de réclamer dignité, justice et réparations. Ayiti la ! Tous avec le peuple haïtien !

(Photos : la Maison d'Haïti, Solidarité Québec-Haïti)



---

(Pour voir les articles individuellement, cliquer sur le titre de l'article.)

[PDF](#)

**Lisez *Le Marxiste-Léniniste***

**Site web: [www.pccml.ca](http://www.pccml.ca) Courriel: [redaction@cpcml.ca](mailto:redaction@cpcml.ca)**